

CYCLE BIENS COMMUNS ET NOUS

WATERMAEL-BOITSFORT

« NOUS AVONS PERDU LE SENS DES BIENS COMMUNS »

Le chercheur et auteur Pablo Servigne, tenait en février une conférence à Watermael-Boitsfort, à l'occasion du cycle Biens communs et nous. Une série d'événements organisée jusqu'en juin par Financité en collaboration avec la Vénérerie et les Compagnons de la transition.

Propos recueillis par Julien Collinet

Comment définissez-vous les biens communs ?

Les biens communs englobent tout ce qui ne relève pas du public et du privé, gérés respectivement par l'État et le marché. Les communs, eux, sont autogérés collectivement par les usagers via des petites institutions locales qu'ils créent eux-mêmes. Il ne s'agit pas de remplacer l'État ou le marché par un nouveau système, mais de rendre ces trois pôles complémentaires. Chacun a son rôle à jouer.



RETROUVEZ TOUTES LES DATES DU CYCLE « BIENS COMMUNS ET NOUS » À WATERMAEL-BOITSFORT SUR WWW.FINANCITE.BE

Avez-vous des exemples concrets ?

Le langage, le jazz, la biodiversité, le folklore, etc. L'eau est un exemple intéressant car il y a eu des tentatives de privatisation et de nationalisation. Pourtant si l'on prend les ruisseaux, la pluie, la haute mer ou même les nappes phréatiques, l'État et le marché sont totalement inefficaces. Le plus efficace est de le faire gérer par les personnes directement concernées par le bien en question, ou par d'autres structures qu'il reste à inventer. Elinor Ostrom, Prix Nobel d'économie 2009, a démontré que les biens communs sont très mal gérés par le marché et par l'État, qui se révèlent inefficaces car incapables d'embrasser la complexité des biens communs.

A qui profitent ces biens communs ?

À ceux qui les utilisent. Ostrom a montré que la seule manière de les gérer est que ces usagers se créent eux-mêmes, des normes, des sanctions, des limites, etc... Il est aussi intéressant de noter que dans cette mosaïque de micro-institutions locales se créent des normes selon chaque condition locale. Il n'y a pas de règle générale. Chacune se maintient par la mobilisation citoyenne, par des gens impliqués. Dans le cas des biens communs, contrairement à l'État, on ne peut pas se permettre de se reposer sur les institutions. Tous les usagers doivent s'impliquer, sinon le bien commun s'effondre.

Quelle est leur évolution historique ?

Il y a eu des grandes régressions, à la sortie du Moyen Âge par exemple. D'abord par la création de l'État moderne qui a démolit toutes les règles de gestion locale qui existaient (pour les forêts par exemple). Puis aujourd'hui avec ce grand tsunami de privatisation que personne ne semble pouvoir arrêter. Pire, les gouvernements font même tout pour refourguer les biens communs au marché ! Ils trahissent leur rôle de garant des biens publics. L'enjeu est donc de retrouver ces savoirs d'antan,



© Jérôme Panconi

ce sens des communs que l'on a perdu, et de les actualiser, je pense notamment aux nouvelles technologies et à l'économie collaborative, qui font bouger les lignes en ce moment.

Assiste-t-on aujourd'hui à une réappropriation de ces biens communs par les citoyens ?

Cela foisonne actuellement. On en parle beaucoup en Amérique du Sud autour des déclarations du « Buen Vivir ». Mais aussi avec le Peer to peer ou l'économie collaborative. Rien n'est vraiment très clair et tant mieux. Il faut laisser le mouvement aller dans tous les sens, et quelque chose émergera. Ce phénomène agit en réaction à la violence des privatisations, à l'incapacité des États. C'est une sorte de retour de la citoyenneté. Cela ne veut pas dire que tout est gagné, et croire que cela nous sortira de l'effondrement inévitable de notre monde, mais il y a un mouvement, c'est indéniable.



Comment tout peut s'effondrer, Pablo Servigne et Raphaël Stevens, Seuil, 2015, 304p.